

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 07/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE CHARENTAISE DE DECOR

1, Route des grands champs
16130 Gensac-La-Pallue

Références : 2026 680 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007202774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2026 dans l'établissement SOCIETE CHARENTAISE DE DECOR implanté LD LES GRANDS CHAMPS 16130 Gensac-la-Pallue. L'inspection a été annoncée le 15/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du PPC et plus particulièrement d'une action nationale en lien avec le vieillissement des installations industrielles (PM2I).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE CHARENTAISE DE DECOR
- LD LES GRANDS CHAMPS 16130 Gensac-la-Pallue
- Code AIOT : 0007202774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société CHARENTAISE DE DECOR est une entreprise implantée sur le site de Gensac-la-Pallue depuis 1973 et spécialisée dans le satinage de bouteilles en verre. Elle appartient au groupe VERALLIA France.

Elle emploie environ une trentaine de personnes auxquelles s'ajoutent une dizaine d'intérimaires

saisonniers. Le travail s'effectue sur 5 jours, du lundi au vendredi.

Cet établissement est réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 1er août 2016. Il est classé Seveso seuil bas au titre de la rubrique 4110 de la nomenclature des installations classées. Récemment, un arrêté préfectoral complémentaire pris le 25/08/2025 a permis l'envoi et le traitement d'une partie des effluents aqueux au sein d'une station d'épuration urbaine.

Le contexte de la filière Cognac actuel a un impact sur l'activité de l'établissement. En effet les meilleurs années, l'établissement pouvait passer près de 37 millions de bouteilles.

En 2025 seulement 16,5 Mbouteilles sont passées et la précision pour 2026 est à la baisse; estimation à 15 Mbouteilles.

Le seuil critique pouvant avoir un impact sur la viabilité de l'entreprise serait 12 Mbouteilles.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 10
- CLP
- Plans d'urgence
- Risque toxique
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités, tuyauteries : PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
4	Massifs, rétentions, structures et caniveaux : PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
5	Équipements PM2I : état initial, programme et plan surveillance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section I	Demande d'action corrective	2 mois
8	Détection HF et EDD de 2017	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 10.3	Demande d'action corrective	2 mois
10	POI et premiers prélèvements environnement aux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	6 mois
12	Étiquetage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 9.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réservoirs cryogéniques : PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3	Sans objet
2	Réservoirs aériens cylindriques : PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
6	Stockage et distribution de HF	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 9.3	Sans objet
7	EDD 2017 : hypothèses et instruction	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 1.3	Sans objet
9	EDD 2017 : barrière de sécurité et instruction	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 1.3	Sans objet
11	Dispersion toxique : manche à vent	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 9.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de faire le point sur le PM2I et l'EDD remise en février 2017 et non instruite jusque lors.

Concernant les constats émis dans le cadre de la présente inspection, il s'avère que:

- le PM2I sur site ne concerne que peu d'équipements mais des compléments doivent être apportés;
- la détection HF est incomplète et que les contrôles des asservissements pour la mise en sécurité des installations ne sont pas effectués;
- les étiquetages CLP des installations et des tuyauteries de transfert d'acides sont incomplets et pour certains obsolètes (recours à des pictogrammes de dangers d'avant 2015);
- l'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI testant le déploiement de la stratégie de prélèvements environnementaux;
- etc.

Enfin, la vérification sur le terrain a permis de constater que globalement, les hypothèses dimensionnant les effets toxiques en cas de perte de confinement de HF, détaillées dans l'EDD, étaient respectées. Plusieurs points de l'EDD ont été examinés et évoqués en séance.

Compte tenu de l'ancienneté de l'EDD et de l'absence de risques jugés inacceptables au regard de la matricé de criticité, **il est proposé de prendre acte de l'EDD de février 2017** et de rappeler à l'exploitant, qu'il sera nécessaire de la mettre à jour lors d'une prochaine modification notable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réservoirs cryogéniques : PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Pour l'application du présent article, on entend par : Réservoir atmosphérique : réservoir dont la pression relative de stockage est inférieure ou égale à 500 mbars. Basse température : température de service inférieure ou égale à - 10° C. Les dispositions du présent article sont applicables : - à tout réservoir atmosphérique à basse température de stockage de gaz liquéfiés toxiques ou inflammables ou d'oxygène présent au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ; - à tout réservoir de gaz de distillation des gaz de l'air (autre que l'oxygène) liquéfié, lorsque le volume de liquide susceptible d'y être stocké est supérieur à 2 000 m ³ .
Constats : L'établissement ne dispose d'aucun réservoir cryogénique répondant à la définition supra. Les exigences de l'article 3 ne s'applique donc pas.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réservoirs aériens cylindriques : PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : - supérieure à 10 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m ³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.
Constats : L'exploitant précise disposer uniquement d'un stockage aérien pour de la chaux éteinte d'une capacité de 30 m ³ et ayant les mentions de dangers suivantes : H315, H318 et H335. Au vu de sa capacité inférieure à 100 m ³ et en l'absence de mentions de dangers H400 ou H410, le stockage de chaux éteinte n'est pas concerné par les dispositions supra.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Capacités / tuyauteries : Une étude de dangers datant de 2015 identifiait 4 phénomènes dangereux avec des effets sortants des limites du site : <ul style="list-style-type: none"> - B - dispersion toxique : rupture de la canalisation HF entre le conteneur et la vanne d'arrêt ; - C - dispersion toxique : rupture de la canalisation HF entre la vanne d'arrêt et l'aspiration de la pompe ; - D - dispersion toxique : rupture de la canalisation HF dans le caniveau de traversée de voirie (entre local HF et atelier de satinage) ; - E - dispersion toxique de la canalisation HF à la traversée de l'atelier de housage des palettes. <p>Pour les PhD B, C et D, la gravité a été évaluée à « modérée » alors que pour le PhD E, celle-ci est évaluée à « importante » au sens de l'arrêté ministériel du 29/09/2005 modifié. Les dispositions de l'arrêté ministériel supra s'appliquaient donc à la tuyauterie HF à la traversée de l'atelier de housage des palettes.</p>

Toutefois au regard de dispositions prescrites pour réduire la gravité via l'APC de 2016, l'exploitant a produit une mise à jour de son EDD en février 2017, transmise en amont de la présente inspection. Cette nouvelle EDD reprend plusieurs phénomènes dangereux, ayant des effets à l'extérieur (risque d'intoxication aiguë), de dispersion toxique liée à des pertes de confinement (stockage HF, caniveau HF : Rupture de canalisation assurant l'alimentation des lignes de production, transfert des bains par cuvon, alimentation des lignes en HF). Pour ces PhD, la gravité nouvellement évaluée est considérée comme « modérée ».

A cet effet et au vu des éléments présentés dans l'EDD de 2017, aucune tuyauterie à l'origine, en cas de perte de confinement, d'une gravité importante n'est à retenir. Les dispositions du point 5.1 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié ne sont pas applicables à l'établissement.

Des remplacements de tuyauteries véhiculant de HF et H_2SO_4 vont être engagées dès 2026 et étalée sur une durée d'environ de 2 ans (un premier tronçon a déjà été remplacé en 2024 car ce dernier présentait une dégradation notable). L'exploitant a précisé que les remplacements vont être réalisés avec des DN similaires à ceux des tuyauteries simple peau actuelles. Les nouvelles tuyauteries seront dotées d'une double enveloppe avec détection de fuites.

2. Capacité d'un volume $> 10 \text{ m}^3$ et mentions de dangers H400/410 : aucune capacité n'est présente sur site répondant à ces critères.

3. Capacité d'un volume $> 100 \text{ m}^3$ et mentions de dangers spécifiques : aucune capacité n'est présente sur site de plus de 100 m^3 . Toutefois, l'exploitant a recensé pour mentions de dangers listées les capacités suivantes dont les exigences de l'arrêté ne sont pas applicables du fait de leur volume :

- stockage d'acide fluorhydrique : H300, H310, H330 et H314 ;
- bains de décapage H301 et bain de dépolissage H300 ;
- eaux de rinçage H301 (petit bassin 24 m^3 et grand bassin 68 m^3) ;
- cuves noires STEP : $2 \times 15 \text{ m}^3$: H301 ;
- eaux chaulées H301 (3 bassins de 26 m^3).

4. Tuyauteries $> DN80$ et mentions de danger H400/410 : aucun produit ayant ces mentions de dangers n'est utilisé sur site.

5. Tuyauteries $> DN100$ et mentions de dangers spécifiques : l'exploitant a réalisé un inventaire ; il s'avère que plusieurs produits pourraient être concernés (HF, eaux chaulées, bains de décapage, bain de dépolissage, eaux de rinçage) par les dispositions réglementaires. Le recensement des tuyauteries démontre que bon nombre a un diamètre inférieur à DN100 l'exception des tuyauteries de transfert bains de décapage entre la cuve de préparation des bains et le cuvon de transfert.

En effet, cela concerne « 2 tuyaux PVC dur entre vanne cuves préparation bain et cuvon de transfert (partie fixe) DN100/110 et longueur environ 1,50m . Afin de justifier de l'absence de risque environnemental important au sens de l'arrêté supra, l'exploitant a fourni les informations suivantes : « Tuyaux ne restant pas en charge. Circulation du produit par gravité (pas de pompe utilisée). Réalisation du transfert en présence de l'opérateur qui est au contrôle de l'ouverture et fermeture de la vanne. Le cuvon possède une rétention. Sol sous cuvon qui canalise les éventuels écoulements vers la station de traitement (caniveau à proximité) Tuyauteries non considérées comme pouvant générer un risque environnemental important. »

<p>Toutefois, l'inspection relève qu'il apparaît nécessaire que l'exploitant procède à la justification de l'absence de risque environnemental important en formalisant une analyse détaillée « selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement » ; à cet effet, l'exploitant doit prendre en considération l'annexe I du guide DT90.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de formaliser la justification de l'absence de risque environnemental important pour les deux tuyauteries d'un DN>100 en reprenant l'ensemble des items requis et listés en annexe I du guide DT90.</p> <p>Aussi suivant ce même délai, il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport à connaissance détaillant le remplacement des tuyauteries HF et H₂SO₄ programmé sur 2 ans en précisant leurs caractéristiques techniques de double enveloppe et de détection de fuite. Le système de détection de fuite devra déclencher les mêmes asservissements que ceux en cas de détection HF pour assurer une mise en sécurité des installations, l'arrêt des transferts d'HF, le renvoi des alarmes vers la télésurveillance... Un plan d'implantation des tuyauteries à remplacer devra être transmis dans ce cadre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Massifs, rétentions, structures et caniveaux : PM2I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.
<p>Constats :</p> <p>Au regard des éléments apportés par l'exploitant, il s'avère qu'aucun massif de réservoirs et qu'aucune cuvette de rétention ne sont concernés par le PM2I.</p> <p>Toutefois :</p>

<p>- concernant les structures supportant les éventuelles tuyauteries concernées par le PM2I, il ne peut être écarté que celles en lien avec les deux tuyauteries « PVC dur entre vanne cuves préparation bain et cuvon de transfert (partie fixe) DN100/110 et longueur environ 1,50m », soient à retenir dans le périmètre du PM2I. CE positionnement dépendra du fruit de l'analyse à réaliser (cf. point de contrôle précédent) pour démontrer de l'absence ou non de « risque environnemental important » ;</p> <p>- concernant les caniveaux en béton, l'EDD de février 2017 identifie un phénomène dangereux de dispersion toxique en cas de rupture d'une tuyauterie présente dans un caniveau de voirie (entre le local HF et l'atelier de satinage). La gravité associée ce PhD est « modérée ». Ainsi, les conditions ne sont pas réunies pour que ce caniveau soit concerné par le PM2I.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de justifier si les structures supportant les deux tuyaux PVC sus-cités entrent ou non dans le champ d'application des dispositions en lien avec le PM2I.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Équipements PM2I : état initial, programme et plan surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de [l'équipement concerné] à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur [l'équipement concerné] (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..</p> <p>Plan d'inspection ou de surveillance : tout document qui définit l'ensemble des opérations prescrites pour assurer la maîtrise de l'état et la conformité dans le temps d'un équipement ou d'un groupe d'équipements soumis à surveillance. Le terme plan de surveillance est employé pour les équipements ne relevant pas d'un service inspection.</p> <p>Programme d'inspection ou de surveillance : tout échéancier définissant, sur une période pluriannuelle, pour les équipements concernés, les dates et type de visite, d'inspection ou de surveillance à effectuer.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des justificatifs demeurent à produire (cf. points de contrôle précédents) pour démontrer, pour quelques équipements, leur entrée ou non dans le champ d'application des dispositions du PM2I (section I de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié).</p>

En fonction des compléments attendus, la réalisation des états initiaux et l'élaboration puis la déclinaison de plan/programme de surveillance devront être initiées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de répondre aux exigences de la section I de l'arrêté supra pour les équipements entrant dans le périmètre du PM2I par la réalisation des états initiaux, plan et programme de surveillance...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Stockage et distribution de HF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 9.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : <p>Le transfert de HF des containers vers les baignoires des chaînes de satinage et les cuves de préparation des baignoires de satinage se fait par l'intermédiaire de 4 tuyauteries PE protégées des heurts, placées pour ce faire -dans un caniveau entre le local de stockage et l'atelier de satinage -et en hauteur dans l'atelier de satinage.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant procède d'ici le 31 janvier 2017 à une identification des endroits où ces canalisations seraient susceptibles d'être atteintes dans leur intégrité, à une recherche des moyens nécessaires pour pallier de tels risques et à la réalisation des travaux correspondants.</p> <p>L'approvisionnement des locaux de travail n'est possible qu'une tuyauterie à la fois sur demande d'un opérateur. Chaque demande est limitée à une quantité de HF qui ne peut excéder 30 l pour les chaînes de satinage et 80 l pour les cuves de préparation des baignoires de satinage. Elle nécessite dans le cas des lignes de satinage que l'opérateur maintienne sa demande pendant tout le transfert. Après chaque cycle de transfert, le restant de l'acide HF est poussé à l'air dans les baignoires de traitement ou de préparation, la pompe s'arrête et les vannes automatiques se ferment. Le relâchement de la demande d'HF en cours de cycle de transfert coupe également automatiquement la pompe de transfert de l'acide HF. Cette pompe s'arrête et les vannes de transfert se ferment aussi en cas de coupure de l'alimentation électrique du site.</p> <p>Un automate équipé d'un système de pesage gère le transfert de l'acide HF vers l'atelier de satinage suivant les conditions précédentes.</p>
Constats : <p>Lors de la visite terrain, il a bien été constaté que les tuyauteries HF (en caniveau et en portions aériennes) étaient bien protégées du risque de chocs, de heurts.</p> <p>Concernant l'automate de sécurité gérant le pesage de HF lors de chaque transfert, l'exploitant a présenté le contrôle métrologique des pesons de l'équipement effectué par la société MAP en novembre 2025 (durée de validité : 12 mois). Le procès-verbal métrologique conclut que le</p>

matériel est conforme et fonctionnel. Une seule remarque est formulée concernant le mauvais état visuel de l'installation.

Lors de la visite terrain, il a bien été constaté que les réglages de l'automate (au niveau du pupitre de contrôle) précisait bien les seuils automatisés de 30 litres pour les chaînes de satinage et de 80 litres pour les cuves de préparation des bains de satinage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : EDD 2017 : hypothèses et instruction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans les dossiers déposés par le pétitionnaire.

Respect de l'EDD de février 2017 concernant les hypothèses conditionnant les effets de dispersion toxique par perte de confinement :

Zone considérée	Num.	Surface de la flaque en m²
Stockage HF 70%	2.1	3.9
Caniveau	2.2	4.9
Transfert des bains par cuvon	2.3	18
Alimentation des lignes en HF 70%	2.4	4.0

Constats :

L'étude de dangers du site a été mise à jour en février 2017. Celle-ci recense plusieurs phénomènes dangereux, ayant des effets à l'extérieur (risque d'intoxication aiguë), de dispersion toxique liée à des pertes de confinement (stockage HF, caniveau HF : Rupture de canalisation assurant l'alimentation des lignes de production, transfert des baignoires par cuve, alimentation des lignes en HF). Pour ces PhD, la gravité nouvellement évaluée est considérée comme « modérée ».

L'exploitant indique également que « l'étude de dangers du site a été mise à jour dans la perspective de sa mise à jour suite aux améliorations apportées au système d'alimentation de l'HF 70 % sur les lignes de production à partir du standard défini par le Code de l'environnement » et que « les risques résiduels sont acceptables compte tenu des mesures compensatoires mises en place.

De plus sur le terrain, la vérification du respect de certaines hypothèses conditionnant les effets toxiques a été réalisée (notamment sur la surface des flaques de HF - voir ci-dessous dans l'encart « prescriptions »). Les surfaces pour les secteurs caniveau, stockage HF et transfert des baignoires par cuves, mesurées de façon empirique par l'inspection, sont cohérentes avec celles prises en compte dans l'EDD de 2017.

Au regard de l'examen de l'étude de dangers (EDD) en amont de l'inspection et du contrôle par sondage de certaines dispositions précisées dans celle-ci, l'inspection prend acte de l'EDD dans sa version actuelle. Aucune prescription complémentaire n'est requise à ce stade suite à l'instruction de cette EDD.

L'inspection tient à préciser qu'une refonte globale de l'étude de dangers devra intervenir en cas de modification notable des installations. Cette refonte devra prendre en compte l'ensemble des éléments méthodologiques applicables (circulaire du 10/05/2010...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détection HF et EDD de 2017

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 10.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Un détecteur de gaz HF est placé dans le local de stockage de l'acide fluorhydrique...

La détection de HF est reportée vers une alarme généralisée de l'usine ainsi que vers la société de gardiennage. Cette détection reste opérationnelle même en cas de coupure de l'alimentation électrique du site.

La détection de gaz HF interrompt automatiquement la distribution d'HF vers l'atelier de satinage dans le cas où celle-ci serait en cours et déclenche la chasse à l'air du reliquat d'HF encore présent dans les canalisations de transfert.

Constats :

L'étude de dangers (EDD) de février de 2017 retient le déploiement d'un système de détection de HF sur site dont les seuils sur une durée d'exposition moyenne de 30 minutes sont les suivants :

- SEI : 200 ppm ;
- SEL : 377 ppm ;
- SELS : 567 ppm.

Les secteurs où une détection HF est présente, sont les suivants (extrait de l'EDD) :

- stockage et dépotage des conteneurs de 1 m³ d'HF 70 %;
- transfert par canalisation entre stockage HF 70 % et les ateliers de traitement ;

L'exploitant procède à un contrôle annuel du système de détection HF du site. En outre, la société ACMADIS a réalisé un contrôle le 28/04/2026. Le prestataire conclut à un résultat « correct ». En revanche, le contrôle n'a porté que sur un seul détecteur (dont l'échelle de détection est comprise entre 0 et 30 ppm en HF). Le détecteur concerné est celui du local de stockage HF.

Le rapport présenté indique que :

- « batterie : non applicable » ;
- « contrôle de fonctionnement des éléments de sécurité (leds, buzzer, vibreur) : OK » ;
- test des deux seuils d'alarmes : Alarme 1 à 1,5 ppm et Alarme 2 à 3 ppm. Les seuils de déclenchement des alarmes sont bien cohérents et en deçà des seuils induisant des effets irréversibles et/ou létaux.

En revanche, le contrôle ne permet pas de consigner l'effectivité du test de bon fonctionnement des asservissements déclenchés par la détection HF (mise en sécurité des installations, arrêt des transferts, renvoi des alarmes vers la télésurveillance...).

Bien que le rapport supra précise qu'aucune batterie de secours n'est associée à la détection HF, la visite terrain a permis au contraire de constater la présence d'un boîtier AES (alimentation électrique de secours) raccordé à la centrale de détection HF.

Lors de l'inspection, un test de bon fonctionnement de l'alarme raccordée à la détection HF a été réalisé ; celui-ci s'est avéré concluant et la portée acoustique de l'alarme sonore était suffisamment audible en plusieurs points de l'établissement. Cette alarme est considérée, par l'exploitant, comme la sirène POI.

Aussi interrogé par l'inspection quant à l'absence de contrôle du second détecteur HF sur site et décrit dans l'EDD, l'exploitant a indiqué qu'aucun détecteur HF n'est présent au niveau de la zone de transfert, sous caniveau, entre le stockage d'HF et les ateliers de satinage. Il n'est pas envisagé d'installer ce détecteur mais l'exploitant prévoit de remplacer les tuyauteries HF par des tuyauteries double peau avec une détection de fuite y compris pour le tronçon sous caniveau. Cette mesure permettra de garantir un confinement de l'HF en cas de percement de l'enveloppe interne.

Toutefois, l'exploitant doit apporter l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires pour justifier que cette mesure apporte les mêmes garanties en termes de mise en sécurité de l'installation en cas de perte de confinement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de :

- justifier que l'alimentation électrique de secours de la centrale de détection HF est fonctionnelle et de procéder à son contrôle lors de chaque vérification annuelle de la détection HF ;
- réaliser un test de bon fonctionnement de l'ensemble des asservissements de sécurité

déclenchés par la détection HF et de consigner ce test dans le rapport de chaque vérification annuelle de la détection HF ; - justifier de la mise en place d'un dispositif de sécurité au niveau du caniveau de transfert d'HF, dont l'efficacité sera à justifier, permettant la mise en sécurité de l'installation en cas de perte de confinement de HF dans cette zone.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : EDD 2017 : barrière de sécurité et instruction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans les dossiers déposés par le pétitionnaire. Extrait EDD de 2017 : Le local de stockage d'HF 70 % est associé à une rétention de 5,7 m ³ dont 2 m ³ d'eau sont présent pour diluer la flaque d'HF et limiter les conséquences d'une dispersion.
Constats : Lors de la présente inspection, il a bien été constaté la présence d'eau dans la rétention associée au stockage de HF. L'exploitant indique le suivi de la quantité des 2 m ³ au moyen d'un dispositif visuel. Les appoints en eau sont réalisés au moyen d'un tuyau d'arrosage présent dans le local de stockage d'HF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : POI et premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. ... Le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité[...]. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Constats :

Le POI du site a été mis à jour en mars 2025. Le chapitre 7 du POI est dédié à la stratégie de réalisation des premiers prélèvements environnementaux.

En outre, l'exploitant a défini des paramètres/polluants pertinents à investiguer (y compris les matériels de prélèvement à utiliser à cet effet) sur différentes matrices à des temps différents selon l'état du sinistre (en situation accidentelle et post accidentelle). Cela concerne l'analyse de l'air, des surfaces/suies, des eaux d'extinction, des eaux superficielles, de sols. Des prélèvements d'eaux souterraines pourraient également être à prévoir.

Le POI précise que les premiers prélèvements dans le cadre d'un sinistre « sont réalisés au plus tôt dans le cadre de l'astreinte à contractualiser ».

L'exploitant précise avoir passé un contrat avec l'APAVE pour l'astreinte prélèvement (le montant annuel de souscription à cette astreinte est de 6 k€). Le délai d'intervention de l'APAVE dans le cadre de cette astreinte est de 4 heures (ceci est cohérent avec ce qui est constaté sur d'autres sites Seveso).

L'exploitant indique qu'aucun exercice POI mettant en jeu la stratégie des prélèvements environnementaux n'avait encore été réalisé. Un tel exercice POI simulant les prélèvements et le temps d'arrivée sur site de l'astreinte technique en charge des prélèvements pourrait utilement être réalisé. La vérification de la conformité métrologique des moyens et équipements de prélèvement pourra être effectuée tout comme le nombre des moyens et équipements mobilisés par l'astreinte à son arrivée sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, d'envisager la réalisation d'un exercice POI intégrant une simulation de la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux pour s'assurer du respect du délai d'intervention de l'astreinte technique sur site, de la conformité du matériel de prélèvement à déployer dans l'ensemble des matrices identifiées (air, eau et sol...) ainsi que de la compétence du personnel dépêché pour réaliser lesdits prélèvements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Dispersion toxique : manche à vent

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 9.5

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une manche à vent permettant d'indiquer le sens du vent est installée à proximité du local de stockage d'acide fluorhydrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présence d'une manche à air à proximité de l'atelier de stockage de HF a bien été constatée lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Étiquetage produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 9.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et s'il y a lieu les symboles de dangers conformément à la réglementation CLP.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été relevé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plusieurs secteurs de l'établissement sont signalés avec des pictogrammes de dangers sur fond orange alors que ces pictogrammes sont désuets depuis 2015 et qu'une nouvelle classification a été mise en place par de nouveaux pictogrammes en forme de losange blanc avec un liseré rouge ; - les tuyauteries aériennes et en caniveaux de transfert d'HF et d'H₂SO₄ vers les ateliers de satinage ne sont pas étiquetés au moyen d'un affichage signalant généralement les pictogrammes de dangers CLP, la nature du produit chimique véhiculé et le sens de circulation du produit dans la tuyauterie concernée.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remplacer tous les anciens pictogrammes présents au sein des installations par les pictogrammes CLP en vigueur depuis 2015 ; - mettre en place des affichages directement sur les tuyauteries de transfert d'HF et d'H₂SO₄ précisant les pictogrammes de dangers CLP en vigueur, la nature du produit chimique véhiculé et le sens de circulation du produit dans la tuyauterie concernée.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>